



# Conseil de sécurité

Soixante-quatorzième année

*Provisoire*

**8524<sup>e</sup>** séance

Mardi 14 mai 2019, à 10 heures

New York

<i>Président :</i>	M. Djani . . . . .	(Indonésie)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud . . . . .	M. Mabhongo
	Allemagne . . . . .	M. Schulz
	Belgique . . . . .	M. Pecsteen de Buytswerve
	Chine . . . . .	M. Yao Shaojun
	Côte d'Ivoire . . . . .	M. Adom
	États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Cohen
	Fédération de Russie . . . . .	M. Polyanskiy
	France . . . . .	M <sup>me</sup> Gueguen
	Guinée équatoriale . . . . .	M <sup>me</sup> Mele Colifa
	Koweït . . . . .	M. Almunayekh
	Pérou . . . . .	M. Meza-Cuadra
	Pologne . . . . .	M <sup>me</sup> Wronecka
	République dominicaine . . . . .	M. Singer Weisinger
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Hickey

## Ordre du jour

Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Rapports du Secrétaire général sur le Soudan et le Soudan du Sud**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants du Soudan et du Soudan du Sud à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Les membres du Conseil sont saisis du document S/2019/381, qui contient le texte d'un projet de résolution déposé par les États-Unis d'Amérique.

Le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution.

*Il est procédé au vote à main levée.*

*Votent pour :*

Belgique, Chine, Côte d'Ivoire, République dominicaine, Guinée équatoriale, France, Allemagne, Indonésie, Koweït, Pérou, Pologne, Fédération de Russie, Afrique du Sud, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique

**Le Président** (*parle en anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 2469 (2019).

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration après le vote.

**M. Cohen** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Les États-Unis remercient les membres du Conseil des efforts qu'ils ont consentis pour faire en sorte que la configuration de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) soit bien adaptée aux conditions de sécurité actuelles à Abyei et donne aux parties la marge de manœuvre nécessaire pour trouver un règlement politique aux différends en suspens. Le Conseil a démontré sa volonté d'aider le Soudan, le Soudan du Sud et, surtout, la population d'Abyei, à instaurer une paix, une sécurité et une stabilité durables.

Les changements apportés au mandat sont modestes, mais ils ont leur importance. Augmenter les effectifs du personnel de police au sein de la FISNUA, tout en réduisant les effectifs des contingents, contribue à lutter contre la criminalité, qui est le principal problème de sécurité à Abyei. Les services de police formés pour relever les défis du maintien de l'ordre sont les mieux équipés pour venir en aide aux habitants de la zone. La nomination d'un chef civil adjoint renforce la capacité de la FISNUA de gérer les efforts de réconciliation au niveau local et de se rapprocher des parties tandis qu'elles s'efforcent de régler les difficultés qui demeurent.

Les États-Unis encouragent les parties à mettre à profit le rapprochement entre Khartoum et Djouba et à progresser davantage dans le règlement de leurs différends concernant Abyei. Il s'agit notamment de mettre en œuvre, dans les délais prescrits, les ajustements apportés par le Conseil à la FISNUA, de participer de manière constructive au Mécanisme conjoint de vérification et de surveillance de la frontière et de collaborer avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine pour régler les questions relative à la frontière.

**M. Polyanskiy** (Fédération du Russie) (*parle en russe*) : La Fédération de Russie a voté pour la résolution 2469 (2019) prorogeant le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Nous prenons note de la stabilisation de la situation à Abyei, où le dialogue intercommunautaire a été établi. Nous pensons qu'il est nécessaire de maintenir la présence des forces de maintien de la paix dans la région en vue d'assurer la sécurité à la frontière entre le Soudan et le Soudan du Sud. Nous rendons hommage aux efforts des Casques bleus éthiopiens.

Toutefois, nous nous sentons obligés de relever que le texte de la résolution ne prend pas en compte nombre des préoccupations fondamentales de Khartoum et de Djouba, comme les rédacteurs le savent fort bien. Pour notre part, nous avons appuyé l'adoption de la résolution compte tenu du fait que la FISNUA reste une des très rares opérations de maintien de la paix qui travaillent avec des États qui sont parties à un conflit. La Fédération de Russie espère que les lacunes dont je viens de parler n'auront pas d'incidence sur l'efficacité avec laquelle les Casques bleus s'acquittent de leur mandat. Nous escomptons que le Secrétariat sera guidé dans sa mise en œuvre par les principes fondamentaux du maintien de la paix qui exigent le consentement des parties concernées. Nous espérons que les activités de

la FISNUA continueront d'aider à instaurer la confiance entre Khartoum et Djouba en vue de parvenir aussi vite que possible à un règlement définitif de la question du statut d'Abyei.

**M. Yao Shaojun** (Chine) (*parle en chinois*) : La situation actuelle à Abyei reste globalement calme. Elle a bénéficié non seulement de l'assistance fournie par l'Union européenne et la communauté internationale mais aussi et surtout de la bonne coopération entre le Soudan et le Soudan du Sud sur les questions pertinentes.

Si un règlement approprié est trouvé à la question d'Abyei, cela influera sur la stabilité des deux pays et de l'ensemble de la région. Si la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) continue de mettre activement en œuvre son mandat, cela contribuera au maintien de la paix et de la stabilité dans la région, et c'est pourquoi la Chine a voté pour la résolution 2469 (2019) que le Conseil vient d'adopter. Le Conseil de sécurité et la communauté internationale doivent continuer de fournir un appui constructif aux deux Gouvernements pour leur permettre de trouver un règlement approprié à la question d'Abyei, aider les pays africains à régler les problèmes africains par des moyens africains, et s'abstenir d'imposer des solutions. À mesure que progressera la mise en œuvre de la résolution, nous devons tout particulièrement nous concentrer sur le renforcement de la concertation avec les différentes parties prenantes au Soudan et au Soudan du Sud grâce à la communication et à la coordination, en écoutant leurs préoccupations légitimes et en les encourageant à continuer de resserrer le dialogue et d'instaurer la confiance mutuelle. La Chine continuera d'aider la FISNUA à s'acquitter de son mandat et est disposée à jouer un rôle constructif dans l'instauration dès que possible de la paix et de la stabilité dans la zone.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Soudan.

**M. Ahmed** (Soudan) (*parle en arabe*) : Je voudrais saisir cette occasion pour vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays frère à la présidence du Conseil pour le mois en cours et vous souhaiter plein succès. Je voudrais aussi remercier votre prédécesseur, le Représentant permanent de l'Allemagne, des efforts qu'il a déployés durant la présidence allemande du Conseil au mois d'avril.

Nous n'avons cessé de rappeler depuis 2011 que l'Accord concernant les arrangements provisoires pour l'administration et la sécurité de la zone d'Abyei est la base d'un règlement global qui doit mener à la détermination du

statut définitif d'Abyei. Il ne faut pas toucher à cet accord ni changer les résultats qu'il a permis d'enregistrer sans le consentement des trois parties que sont le Gouvernement soudanais, le Gouvernement de la République du Soudan du Sud, et la République fédérale démocratique d'Éthiopie. La Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA) est donc, de par sa nature, une force de sécurité déployée pour s'acquitter de tâches précises sur une période déterminée via une composante uniquement militaire. C'est ce qui a été accepté par toutes les parties et approuvé par le Conseil qui vient, pourtant, d'adopter la résolution 2469 (2019) qui rend caducs les importants principes ayant présidé à la création de la FISNUA et sur la base desquels fonctionnent les opérations de maintien de la paix, en créant notamment un poste de chef civil adjoint de la FISNUA, ce qui constitue une violation de l'Accord de 2011. La nomination d'un chef civil adjoint sans le consentement des parties est aussi une violation d'un des principes fondamentaux du maintien de la paix, à savoir le consentement de l'État hôte. Le Conseil sait aussi qu'Abyei est partie intégrante du territoire soudanais et que le Soudan y exerce sa pleine souveraineté en vertu de l'Accord de paix global de 2005.

Pour ce qui est des changements introduits par la résolution qui vient d'être adoptée, je voudrais dire que le Gouvernement soudanais rejette catégoriquement toutes les mesures qui visent à revoir le mandat, la configuration et la nature du travail de la FISNUA, y compris la nomination d'un chef civil adjoint de la Force, l'augmentation des effectifs de la composante police et le déploiement d'une composante civile. Afin de garantir que le Gouvernement soudanais continuera de coopérer et de coordonner ses actions avec la FISNUA et les autres parties, nous demandons qu'il soit tenu compte de la position que je viens d'exprimer et que l'ONU œuvre pour s'assurer qu'aucune mesure n'est prise sans consultation avec le Gouvernement soudanais et sans son accord. Le respect de l'accord signé en 2011 et la mise en œuvre rapide de ses dispositions est le seul moyen de régler la question d'Abyei et de maintenir la paix et la sécurité de la zone et du territoire.

Cet accord, comme le Conseil le sait, prévoyait la création de trois mécanismes conjoints pour administrer la zone jusqu'à ce qu'un accord sur le statut définitif de la zone soit trouvé. Le Gouvernement soudanais n'a cessé de souligner la nécessité de mettre en place ces institutions, notamment le Service de police d'Abyei – qui pourra assumer la responsabilité du maintien de l'ordre plus efficacement que n'importe quel autre mécanisme international ; un comité mixte d'administration et un conseil législatif

mixte. Les tâches dont doivent s'acquitter chacune de ces institutions provisoires ont été définies de manière globale et acceptées par le Gouvernement soudanais et le Gouvernement sud-soudanais, et approuvées par l'Union africaine et l'ONU dans l'accord de juin 2011.

Enfin, je voudrais réaffirmer que le Gouvernement soudanais est attaché à coopérer avec l'ensemble des partenaires en vue de parvenir à un règlement durable et global garantissant la paix et la stabilité de la région et de la zone et offrant à notre population à Abyei la possibilité de vivre la vie digne à laquelle elle a droit. Nous réaffirmons aussi que le Gouvernement soudanais reste pleinement ouvert à toute initiative tendant à parvenir à notre objectif ultime – le règlement définitif du statut d'Abyei. Je voudrais aussi adresser mes remerciements à tous ceux qui ont contribué ou dont les efforts contribuent à faciliter le travail de la FISNUA, en particulier le Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, la Commission de l'Union africaine et l'ONU.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Soudan du Sud.

**M<sup>me</sup> Adeng** (Soudan du Sud) (*parle en anglais*) : Nous voudrions vous féliciter, Monsieur le Président, de votre présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mai. Notre délégation se réjouit à la perspective de travailler et de coopérer avec vous durant votre mandat.

Au nom du Gouvernement de la République du Soudan du Sud, je voudrais remercier le Conseil de sa décision de proroger le mandat de la Force intérimaire de sécurité des Nations Unies pour Abyei (FISNUA). Nous remercions le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, le Département des opérations de paix et le Gouvernement éthiopien de leur dévouement et de leur attachement à maintenir la paix et la stabilité à Abyei. Notre délégation juge encourageante la manière transparente dont le texte de la résolution 2469 (2019) a été négocié. Nous voudrions remercier les rédacteurs de leurs efforts et de leur appui inlassables, et tous les membres du Conseil des consultations que nous avons eues avec eux. Il s'agit là d'une expérience à reproduire, non seulement pour les questions relatives au Soudan du Sud et au Soudan, mais peut-être aussi pour d'autres questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil.

Même si la FISNUA est une force intérimaire de sécurité, nous sommes face à une question qui n'est pas provisoire. Cette question existe depuis longtemps, mais les nombreux accords conclus pour la régler n'ont pas été

fructueux. Sur recommandation du Secrétaire général dans son rapport (S/2019/319), le Conseil de sécurité a demandé que les organismes, fonds et programmes des Nations Unies fournissent des services aux populations ngok dinka qui retournent dans leurs villages – services qui peuvent uniquement être fournis par l'intermédiaire d'un chef civil adjoint chargé d'assurer la liaison. Par conséquent, nous nous félicitons que dans sa résolution 2469 (2019), le Conseil demande au Secrétaire général d'en nommer un. Toutefois, nous regrettons qu'il n'exige pas que le rapport sur l'assassinat du Chef suprême des Ngok Dinka, Bulabek Deng Kuol, et des soldats de la paix soit publié.

L'expérience d'une police mixte à Abyei a échoué à deux reprises, comme en témoigne le double déplacement des communautés ngok dinka, en 2008 et en 2011. C'est ce qui a conduit le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à déployer la FISNUA pour faciliter le retour et la réinstallation dans leurs villages des communautés ngok dinka déplacées. Nous sommes convaincus que le paragraphe 16 de la résolution 2445 (2018), qui est identique au paragraphe 17 de la résolution 2469 (2019), règle la question de la police mixte en permettant à la FISNUA de faciliter la coordination entre l'administration de Djouba à Abyei et l'administration misseriya à Mougla en vue de traiter les questions relatives à la sécurité qui se posent dans la région en attendant que le statut définitif soit déterminé.

L'un des principes fondamentaux du maintien de la paix est le consentement des États Membres. Nous exhortons donc le Conseil à respecter cette règle importante, en particulier lorsqu'il s'agit du déploiement des soldats de la paix.

La République du Soudan du Sud souhaite trouver un plan clair aux fins de la détermination du statut du peuple ngok dinka, qui a déjà été présenté dans différents accords et arbitrages juridiques. Par conséquent, le Soudan du Sud demande instamment au Conseil d'aider les parties à déterminer le statut définitif de la région.

En conclusion, nous voudrions assurer une fois de plus le Conseil que le Gouvernement de la République du Soudan du Sud est très attaché à la mise en œuvre du mandat et, partant, au principe selon lequel Abyei demeure notre responsabilité souveraine partagée jusqu'à ce qu'un statut définitif soit déterminé.

*La séance est levée à 10 h 20.*